



Le Rusé

Journal impertinent, insolent, humoristique

Janv 2011
N° 115

Rassemblement
Unitaire
Social
Ecologique

Edito

Les enseignants sont mécontents. Raison de leur courroux ? Les 16 000 postes qui devraient être supprimés dans l'Éducation nationale à la rentrée 2011. Ajoutés aux 50 000 qui ont déjà disparu de la circulation depuis 2007, ça finit par faire beaucoup. Et ce n'est pas fini, il s'en faut, car pour les années à venir, ça s'annonce tout aussi désastreux.

Relativement épargnée l'an passé, l'école primaire va, cette fois, payer un lourd tribut à cette nouvelle coupe : 8 967 postes d'enseignants seront ainsi supprimés et alors même que 1 500 élèves supplémentaires sont attendus. Cherchez l'erreur !



Inutile de dire que certaines classes risquent d'être plus que chargées : on parle de plus de 30 élèves par classe parfois. Autrement dit des conditions idéales pour permettre aux enseignants de faire cours et aux jeunes élèves de comprendre les règles d'algèbre.

Et pour faire face à ces suppressions drastiques, beaucoup de recteurs ont aussi décidé de ne plus faire appel aux intervenants en langue. Ce sont les instit' qui devront s'en charger. De toute façon ils sont censés être formés pour ça alors... Alors le ministre de l'éducation, Luc Chatel a déclaré qu'il faudrait développé l'apprentissage de l'anglais dès 3 ans. Ben tiens... Faire plus avec moins, c'est bien la marque de fabrique du gouvernement Sarko ça...

La scène s'est déroulée dans la salle des commissions de l'hôtel de ville de Calais, le vendredi 14 janvier 2011 à l'occasion de la commission des finances. Sur une délibération en provenance du service de la communication concernant l'association de gestion de la télévision locale (CTV), Jacky Hénin conseiller municipal d'opposition interroge : « *des bruits, font état de difficultés graves pour cette association, ne souhaitant pas voir se renouveler d'autres épisodes aussi catastrophiques que celui du CRUFC, pourriez vous nous dire si les informations évoquées sont réelles ou infondées* ».

Le président (l'adjoint aux finances), n'esquivant absolument pas ses responsabilités commence alors naïvement à répondre : « *C'est vrai que cette association connaît des difficultés. Nous étions, pas plus tard qu'hier encore en réunion pour tenter de trouver des solutions. Le problème c'est que les recettes sont inférieures aux engagements. Mais nous devrions parvenir à...* ». Se rendant compte que son collègue est un peu (beaucoup) en train de vendre la mèche, Gérard Grenat reprend le propos en ajoutant : « *Il y a certes des difficultés, mais nous travaillons sérieusement à les résorber, et nous devrions rapidement trouver*

une solution. On s'en occupe. »

Le problème est bien là, que la municipalité s'occupe des difficultés des autres parce qu'alors, rien ne va plus !

Dimanche 23 janvier 2011, à la une de la presse locale : « **Difficultés de budget et suppressions de postes au sein de Calaisis TV** ». La presse de



poursuivre dans le corps des différents articles sur le non renouvellement de quatre contrats aidés, le licenciement de deux salariés et surtout une situation économique plus que préoccupante. Interrogé, le président de l'association explique qu'il est contraint de prendre aujourd'hui ce type de décision s'il ne veut pas demain devoir assumer une situation de cessation de paiement, la masse salariale représentant en effet 70 % des dépenses. Comme, par ailleurs, la télévision locale est obligée pour émettre de passer par les Box (Free, Orange...) que

ceci est très couteux, ne pouvant trouver d'autres économies, il se voit contraint d'agir de la sorte. Le lecteur se demandera alors, pourquoi le représentant de l'association ne s'est pas tourné vers les collectivités qui ont créé la TV, pour assumer ces charges supplémentaires.

La réponse est claire, le président a fait la démarche mais affirme : « *lorsque je suis allé plaider notre cause en mairie, j'ai écopé d'une fin de non recevoir* ». Il ajoutera encore : « *être déçu des politiques* ».

Pour notre part nous ajouterons qu'il ne peut être déçu que par les politiques qu'il côtoie dans le cadre de sa responsabilité de président d'association, les autres ne pouvant pas être tenus pour responsable des erreurs de leurs adversaires.

Le président de l'agglomération, principal bailleur de la télé locale, semble lui avoir trouvé la solution : « *la télévision doit rapidement sortir la tête de l'eau en se tournant par exemple vers des annonceurs privés, clients publicitaires...* » Mais que n'y ont-ils pensé avant ? Ce même responsable politique d'ajouter : « *nous en avons un certain nombre qui seraient intéressés pour faire de la publicité sur l'ensemble du littoral...* » Là on ne comprend plus. S'il a effectivement quelques annon-

(Suite p 2)

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Départ

On vous l'avait dit la dernière fois qu'il avait été question du départ prématuré de cadres de la Ville nouvellement recrutés par Natacha Bouchart : ça ne faisait que commencer. Eh bien effectivement, la liste est en train de s'allonger. Après Claudine Blain, après le nouveau directeur du théâtre, après un membre du cabinet, on a appris cette semaine qu'un second membre du cabinet avait décidé de rendre son tablier. Manifestement il ne fait pas bon travailler aux côtés de Claude Demassieux (mais on s'en doutait un peu...). Mais ce n'est pas le seul, un agent du service politique de la ville (et recruté par les « nouveaux ») quitte lui aussi cette magnifique collectivité

où il fait si bon travailler et où les salariés sont bien traités et considérés.

Scoop

A l'occasion de la cérémonie des vœux dans les foyers du CCAS, une dame s'est étonnée que Bernard Lelièvre fasse la bise à un monsieur de sa connaissance, alors qu'il serait la main aux dames. Réponse de l'intéressé : « *Les femmes me font peur...* » Ça c'est le scoop de l'année. On l'aurait cru s'il avait dit que Natacha Bouchart, les araignées ou encore le noir lui faisaient peur. Mais les femmes ! Venant de Bernie le tripoteur comme il est surnommé en mairie par le personnel féminin, ça a de quoi faire rire.

On le note

Attention, la date du conseil municipal a changé, il n'a plus lieu le mercredi 26 janvier mais le

mercredi 2 février à 18 h 30

Et comme d'habitude, on ne peut que vous encourager à aller y assister.

Le saviez-vous ?

Les amis ou camarades intéressés par le superbe diaporama diffusé lors de la cérémonie des vœux de la section du Calaisis du PCF (mariage de photos du mouvement social, d'actions militantes et de superbes dessins de Babouse) peuvent se le procurer. Prendre contact au siège.

Participation aux frais : 5 €.

(Suite de la p 1)

ceurs publicitaires sous la main, pourquoi attend-il que le président soit dans la mouise et qu'une partie du personnel soit remercié pour réagir ?

Plus sérieusement nous pensons pour notre part que l'individu pourrait honorablement concourir pour le championnat du monde des « joueurs de pipeau », et qu'il y a au moins un sponsor qu'il pourrait contacter, avec éventuellement des chances de succès, c'est la maison qui commercialise le « Clan Camp-

bell ». On ne sait jamais, des fois qu'elle voudrait aider ses clients.

Dans toute cette affaire, une chose apparaît évidente. Les seuls qui vont trinquer c'est encore une fois les petits. Amis lecteurs, si vous avez rendez-vous avec un représentant de la municipalité pour exposer vos problèmes et que celui-ci vous affirme : « je m'en occupe », prenez vos jambes à votre coup et fuyez, vous ne vous en porterez que

Oui à la mixité sociale, non à la discrimination

Des courriers transmis dans les entreprises du Calais, de la publicité dans la presse, sur internet, vantent les mérites des appartements neufs qui doivent être mis en location en février, mars ou avril dans le quartier du Beau-Marais à Calais, sur le secteur Matisse.

La CNL tient à apporter ses remarques par rapport à cette situation. Tout d'abord qu'il soit précisé que ce ne sont pas 110 logements qui sont disponibles à la location mais 70 logements compte-tenu des 40 logements réservés pour l'ANRU. 40 familles du programme démolition-reconstruction ayant occupé un logement temporairement doivent impérativement être relogées dans du neuf ou du « moins de 5 ans ». Les familles concernées ont déjà été contactées pour intégrer ces logements et ce n'est que justice. Pour les 70 logements restants c'est une autre histoire!

Nous sommes entièrement d'accord pour une mixité sociale. 15 logements individuels ont d'ailleurs été proposés en accession à la propriété et c'est un bien de voir des familles ayant la possibilité financière de le faire, d'accéder à la propriété, d'accepter de s'installer sur le secteur Matisse qui, s'il va beaucoup changer, n'en porte pas moins une réputation qui (bien qu'imméritée) demeure peu attirante.

Par contre que dire de cette publicité pour les 70 appartements ?

Quelques questions se posent.

L O P H serait-il devenu une agence immobilière ? On loue, on vend avec un service « commercialisation », indépendant de la Commission d'attribution. Les locataires en place, les demandeurs de logements ayant déposé depuis plusieurs mois, voire plusieurs années une demande de logement et pour certains précisément sur le secteur Matisse seront-ils traités de la même manière que ceux approchés par le « service commercialisation » ?

La Commission d'attribution a-t-elle encore son mot à dire dans ces locations Matisse puisqu'un contre-service semble s'être installé à l'OPH ? Aussi la CNL

rappelle que l'attribution des logements dans un OPH est du seul ressort de la Commission d'attribution, que toutes les candidatures doivent être étudiées et que des critères bien précis ont été retenus pour établir les priorités.

On ne peut accepter qu'une discrimination se fasse par la situation financière des postulants, chaque postulant a le droit de voir son dossier traité avec équité. Les « petites gens » ayant autant de droits que les postulants un peu plus aisés, d'ailleurs dans les précédents programmes neufs (Minoterie-Vauxhall-Mi-Voix) plus de 600 dossiers avaient été étudiés, 200 ont obtenu satisfaction, 400 attendent encore dont certains depuis 2002- 2003... et une mixité sociale a été réalisée et ce dans le respect des règles d'attribution.

Cette mixité sociale est nécessaire, mais elle doit se faire aussi bien dans le neuf, que dans l'ancien dès lors que tout sera mis en œuvre. Un patrimoine ancien qui doit pouvoir attirer tout un chacun.

On ne peut accepter que, parce qu'on est au RSA, on n'a le droit qu'à Chaffée, Paul Gauguin, Constant Cronie, Ajaccio, on ne peut accepter que, parce qu'on est au RSA, on n'a que le droit de vivre en « sur-occupation » (certains locataires attendent depuis plusieurs mois de trouver un logement adapté à leur composition familiale et 3 voire 4 enfants sont entassés dans 1 chambre).

Quelles solutions alors ? Traiter tous les dossiers des postulants à Matisse, appliquer les règles prévues par les textes dans le respect des priorités : application du quota réservé aux organismes 1% logement, adéquation entre la composition familiale et le type de logement, respect de l'ancienneté de demande...

Ceci ne peut se faire qu'en Commission d'attribution et c'est ce que la CNL demande **haut et fort**, il ne peut y avoir de discrimination par la situation financière et le « service commercialisation » ne peut se substituer à la seule commission dûment habilitée par les textes.

Le Channel, on en parle

Le Channel, scène nationale, est un lieu culturel hors du commun, à la programmation aussi éclectique qu'originale, pour les spectacles duquel les fidèles n'hésitent pas à faire de nombreux kilomètres... Quand on aime, on ne compte pas...

Le Channel, scène nationale, (a) draine(é) des dizaines de milliers de visiteurs dans la Cité de 6 Bourgeois à l'occasion des spectacles de rue qui sont sa marque de fabrique : les Jours de Fête devenus Rêve général, les Feux d'Hiver, Faim d'été...

Le Channel, scène nationale, est une référence, c'est un lieu unique qui permet à la ville de Calais d'avoir une notoriété qui va bien au-delà des frontières du Calais, du Département, de la Région... Des délégations sont venues de toutes (au presque) les régions de la France pour découvrir cette « exception » culturelle, mais également de la Belgique toute proche, du Brésil, de Taïwan, d'Argentine, du Chili... Sans oublier les articles et reportages divers dans

une revue d'architecture de Détroit (Etats-Unis), dans Télérama, à France Info, France Inter, France Culture ou sur TF1...

Pas assez pour la nouvelle municipalité manifestement, car non contente de sucrer au Channel la subvention qui aurait dû lui permettre de réaliser Feux d'Hiver en 2010 et Rêve général (ou équivalent) en 2011, elle a aussi choisi de ne pas reconduire l'opération « Faim d'été » qui avait pourtant connu un très beau succès fin août 2010. Ben oui, la nouvelle municipalité n'aime pas ce qui fonctionne bien. Et encore moins quand ce sont des projets qui avaient le soutien de l'ancienne municipalité...

Quoi qu'il en soit l'annonce de la non reconduction des 2 manifestations phare du Channel a fait réagir des lecteurs déçus. Ainsi dans ses éditions du 6 et du 9 janvier, La Voix du Nord fait part de trois courriers pour le moins éloquentes à retrouver en intégralité sur le blog du Rusé : <http://leruse.fr>.

Ça m'gratte

Reconversion

A l'occasion de la première traversée de son nouveau bateau, la société P&O a souhaité mettre à l'honneur les premiers passagers piétons. Dans son édition du samedi 22 janvier de *Nord Littoral* on voit ainsi les heureux « premiers » récompensés par le directeur de P&O : le jeune couple a « été tout étonné de se voir accueilli avec les félicitations du commandant du navire, la bouteille de champagne et un diplôme ». Et sur la photo, entre le directeur de ladite compagnie et les clients, une hôtesse tenant la bouteille de champagne. Ah pardon, on m'informe qu'en fait d'hôtesse, il s'agissait de Natacha Bouchart* herself (c'est elle qui offre le champagne ?). Peut-être est-elle déjà en train de penser à sa reconversion future, et elle s'est dit : pourquoi pas hôtesse sur P&O ? Pourquoi pas effectivement. Avec un bémol toutefois : pour faire ce genre de boulot faut être aimable et souriant, et là va falloir y travailler Natacha...

(*Manifestement l'absence remarquée du moindre membre de la majorité UMP-Siste lors de la présentation du nouveau navire a fait mouche, cette fois elle avait daigné les honorer de sa présence).

Il n'en reste pas moins que les salariés de SeaFrance attendent toujours un geste ou une visite de la part de la mairesse dans le cadre du plan social qui les a fortement touchés.

La phrase

« Notre pays est dirigé par des souverains pas très respectables, qui ont du mal à être respectés. » (...) « J'ai la sensation que les jeunes ont envie de construire autre chose. On ne restera plus longtemps dans cette violence sourde, ce fatalisme. » De Jean-Pierre Darroussin, grand acteur français dans *L'Humanité Dimanche* du 13 janvier 2011.

Le dessin

Tout est dans la façon de dire les choses... Notre dessinateur Babouse l'a bien compris...

